



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 13 novembre 2014

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE QUE CITIBANK, JPMORGAN CHASE, M&T BANK ET VALLEY NATIONAL BANK UTILISERONT LA BASE DE DONNEES DU DFS POUR PROTEGER LES CONSOMMATEURS CONTRE LES PRÊTS SUR SALAIRE ILLICITES, EN LIGNE

Les banques utiliseront l'outil de base de données du DFS pour empêcher l'exploitation des paiements électroniques et réseaux de débit par les prêteurs sur salaire illicites, en ligne

Bank of America avait accepté d'utiliser la base de données des prêteurs sur salaire du DFS au début de l'année

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que quatre autres banques ont accepté d'utiliser une nouvelle base de données créée par le Département des Services Financiers de l'Etat pour identifier et mettre un terme aux prêts sur salaire illicites, en ligne dans l'Etat de New York. Les banques – Citibank, JPMorgan Chase, M&T Bank et Valley National Bank – utiliseront une base de données contenant des informations sur les sociétés qui ont fait l'objet de mesures prises par le DFS basées sur la preuve de prêts sur salaire illicites. Cet outil offre une ressource puissante de diligence raisonnable pour les institutions financières, afin de protéger les consommateurs et faire en sorte que les paiements électroniques et réseaux de débit ne soient pas utilisés pour transmettre ou recouvrer des prêts sur salaire en ligne illicites à des New Yorkais. Au début de l'année, la Bank of America est devenue la première institution financière à accepter d'utiliser cette base de données du DFS.

« Notre administration ne tolèrera pas les prêts sur salaire illicites dans l'Etat de New York – purement et simplement », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « En collaborant avec le secteur privé, nous luttons vigoureusement contre les prêteurs sur salaire illicites et contribuons à réprimer les prêts illicites qui piègent les New Yorkais dans des cycles destructifs d'endettement. Je félicite ces institutions financières pour faire ce qui s'impose en nous rejoignant pour protéger les consommateurs. »

Benjamin M. Lawskey, Surintendant des Services financiers, a déclaré : « De nombreuses sociétés de prêts sur salaire en ligne font du trafic sur la détresse financière et cherchent à réaliser des profits en piégeant les consommateurs dans des cycles écrasants d'endettement dont ils ne peuvent s'extirper. Nous remercions Citibank, JPMorgan Chase, M&T Bank, et Valley National Bank pour être partenaires du DFS

French

en tant que chefs de file de l'industrie, afin de mettre un terme aux prêts abusifs illicites dans l'Etat de New York. Nous continuons d'approcher d'autres institutions financières – leur demandant de collaborer avec nous dans cet effort. Nous devrions annoncer d'autres partenariats dans les semaines et les mois à venir. »

« L'Etat de New York conduit la nation en ayant la volonté de s'opposer aux prêts sur salaire illicites, à court terme, qui prennent au piège les emprunteurs dans un cycle dangereux d'endettement récurrent », a déclaré Chuck Bell, Directeur du Programme, Syndicat des Consommateurs (Consumers Union). « Consumers Union félicite le Gouverneur Andrew Cuomo et le Département des Services Financiers pour la création de cette base de données, visant à protéger les consommateurs et communautés contre le fléau des prêts sur salaire illicites. Ces prêts peuvent afficher des taux d'intérêt étonnamment élevés, aussi élevés que 500 pour cent ou 1 000 pour cent TAP, ce qui viole de manière flagrante la loi de l'Etat. Nous considérons encourageant également que les sociétés des services financiers nationales et de l'Etat majeures rejoignent ce combat pour protéger les New Yorkais contre les prêts abusifs. »

Sarah Ludwig, Co-Directrice, of New Economy Project, a déclaré : « Nous félicitons le Surintendant Lawsky et le DFS pour créer un tel mécanisme pragmatique, efficace, pour tenir les banques responsables envers les New Yorkais en matière de prêt sur salaire illicite. Le DFS a à nouveau clairement affirmé que l'Etat de New York est une zone d'interdiction des prêts sur salaire et qu'il entend le rester. »

La base de données du DFS comprend les sociétés que le Département a identifiées, et contre lesquelles des mesures ont été prises via une enquête du Département en cours depuis plus d'un an, comme ayant réalisé des prêts sur salaire illicites sur Internet aux New Yorkais. A mesure que l'enquête progresse, la base de données sera mise à jour en conséquence.

Les prêts sur salaire sont illégaux dans l'Etat de New York selon les lois civiles et pénales sur l'usure. Dans certains cas, cependant, les prêteurs tentent de contourner l'interdiction sur les prêts sur salaire dans l'Etat de New York en offrant des prêts sur Internet – et en les recouvrant par le biais de paiements électroniques et de réseaux de débit - espérant ainsi éviter les poursuites. Toutefois, dans l'Etat de New York, les prêts sur salaire sur Internet sont tout aussi illégaux que les prêts sur salaire en personne.

« Nous nous sommes engagés à protéger les consommateurs et assurer que de meilleures protections seront en place autour du système de paiement », a déclaré Craig Vaream, Directeur pour l'Amérique du Nord des dettes et créances à JPMorgan Chase. « Cette base de données nous offre un autre outil dans nos efforts pour lutter contre les prêts sur salaire en ligne illégaux. »

« Citi est profondément engagé à l'égard de l'inclusion financière et la responsabilité financière », a déclaré le Directeur des Opérations du réseau bancaire Citi des Etats-Unis, Robert Beck. « Nous disposons depuis longtemps d'une politique pour ne pas nous engager dans l'activité des prêts sur salaire – ni en offrant de tels produits ni en finançant ceux qui les proposent. La base de données du DFS renforcera davantage nos efforts pour protéger nos clients et éviter de servir les prêteurs abusifs. »

« Nous remercions le Surintendant Lawsky et le Département des Services Financiers pour offrir cette base de données utile, et collaborer avec la communauté bancaire afin de protéger les consommateurs et assurer la disponibilité de services financiers équitables, transparents et fiables », a déclaré Richard S. Gold, Président et Directeur des risques, M&T Bank.

« Valley a rapidement constaté que la base de données des prêteurs sur salaire du Département des Services Financiers recèlerait des informations précieuses que la banque pourrait utiliser pour protéger ses clients contre les pratiques abusives des prêteurs sur salaire. Cette base de données aidera Valley à conserver un suivi des sociétés qui pourraient nuire à nos clients », a déclaré Maureen Zegler, Première Vice Présidente Senior, Valley National Bank.

L'Administration Cuomo a pris une série de mesures pour éradiquer le prêt sur salaire illégal en ligne dans l'Etat de New York. En février 2013, le DFS a adressé un avertissement [issued a warning](#) aux agents de recouvrement de dette que les prêts avec des taux d'intérêt au-dessus des maximums statutaires étaient nuls et non exécutoires, et que le recouvrement de ces prêts était par conséquent illégal.

En août 2013, le DFS a envoyé des mises en demeure [sent cease-and-desist letters](#) à 35 prêteurs en ligne réalisant des prêts d'usure auprès de New Yorkais, avec des taux d'intérêt annuels aussi élevés que 1,095 pour cent. Le DFS a également invité les banques et la NACHA, qui administre le réseau de la chambre de compensation automatisée (Automated Clearing House) (ACH), à collaborer avec le DFS pour que les prêteurs sur salaire cessent d'accéder illégalement aux comptes des clients de l'Etat de New York.

Le DFS a étendu son enquête en décembre 2013 en adressant des citations à comparaître à 16 entreprises de génération de prospects en ligne, soupçonnées de publicité trompeuse et mensongère sur les prêts sur salaire en ligne, illégaux, dans l'Etat de New York. Ces entreprises en fait ne font pas directement des prêts sur salaire, mais à la place créent des sites web qui commercialisent ces prêts et collectent des informations personnelles sensibles auprès des consommateurs. Les générateurs de prospects envoient ensuite ces informations personnelles à des prêteurs sur salaire illégaux en ligne et à d'autres sociétés, notamment d'habiles escrocs. Le DFS a reçu des plaintes concernant un grand nombre de ces sociétés, notamment pour publicité trompeuse et mensongère, harcèlement téléphonique, sollicitations pour des produits non connexes et frais frauduleux pour de faux produits financiers.

En avril 2014, MasterCard et Visa ont accepté avec le DFS de prendre une série de mesures pour faire cesser cette activité illégale sur leurs réseaux de cartes de débit. Le DFS a également envoyé d'autres courriers de mise en demeure à 20 prêteurs en ligne effectuant des prêts d'usure à des New Yorkais.

Les institutions financières souhaitant s'inscrire pour avoir accès à l'outil de base de données du DFS doivent contacter PaydayDatabase@dfs.ny.gov.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

We Work for the People
Performance * Integrity * Pride